



Cette rencontre est organisée en partenariat par l'axe de recherche « Sécularisations et laïcités en Asie » du programme « Religions et sociétés en Asie » du GSRL, et par l'axe 3 de l'équipe de recherche Europe, Européanité-Européanisation (EEE/EA 7314) Université de Bordeaux-Montaigne.

Il s'inscrit dans une réflexion comparative entamée entre spécialistes des sociétés d'Asie avec la participation de sociologues et historiens des religions dans le cadre du programme Religions et sociétés en Asie du GSRL. Elle avait donné lieu à une journée d'étude en 2012 sur le thème « Sécularisations en Asie : questions terminologiques », où avaient été abordées la réception du concept en Asie et certaines de ses expressions linguistiques.

L'objet de la rencontre des 26-27 juin 2014 est de réfléchir à l'usage des concepts de sécularisation et de laïcité dans l'espace asiatique, hors du cadre de référence où ils se sont initialement développés.

Toujours en collaboration avec des spécialistes de l'aire européenne, nous interrogerons les interprétations que l'on peut donner à la notion de sécularisation et sa pertinence comme paradigme pour analyser différents cas de figure présents dans l'espace asiatique.

Nous tenterons d'identifier, dans les pratiques sociales et politiques, dans les institutions, les valeurs et les idées des sociétés considérées des formes endogènes relevant de ces notions de sécularisation et de laïcité.

Organisateurs :

Eddy Dufourmont (EEE/EA 7314, Université Bordeaux-Montaigne)

Marie-Dominique Even (CNRS, GSRL)

Contacts : zubaydi@gmail.com; mdaeven@gmail.com



SÉCULARISATIONS ET LAÏCITÉS EN ASIE. REGARDS CROISÉS SUR CES PHÉNOMÈNES ET LEUR APPROCHE

26-27 juin 2014

59-61 rue Pouchet, 75017 Paris

colloque organisé par

Groupe Religions, Sociétés, Laïcités

UMR 8582, CNRS-EPHE

Europe, Européanité, Européanisation

EEE/EA 7314, Université Bordeaux-Montaigne



JEUDI 26 JUIN (site Pouchet, salle 159)

9h30 : accueil

Conférences d'introduction

9h45-10h45

Jean Baubérot (EPHE, GSRL) : « Laïcité(s), sécularisation : quelques hypothèses »

Pause

11h-12h

André LALIBERTE (University of Ottawa): « La circulation du modèle de séparation entre le politique et le religieux (*zhengjiao fenli*), adopté par le Japon, la Chine, la Corée, et le Vietnam »

Discussion

Déjeuner

Session 1. L'appropriation des notions de sécularisation et laïcité

modérateur : Jérémy Jammes (IRASEC, GSRL)

14h

Eddy DUFOURMONT (Université Bordeaux Montaigne) : « Le processus de laïcisation au Japon et l'idée de séparation du religieux et du politique »

14h30

Ji Zhe (INALCO) : « La sécularisation en Chine moderne: une proposition de périodisation »

15h

Florence GALMICHE (UFR LCAO, Université Paris Diderot) : « Appels à la 'mondanisation' et projets de sécularisation dans le bouddhisme coréen contemporain »

Discussion

Pause

16h

Aminah MOHAMMAD-ARIF (CNRS-CEIAS): « Le sécularisme à l'indienne : la réinvention d'un concept exogène »

16h30

Pierre-Jean LUIZARD (CNRS, GSRL) : « Laïcités autoritaires en terres d'islam »

Discussion

VENDREDI 27 JUIN (site Pouchet, salle 159)

Session 2. Formes et pratiques de sécularisation

modérateur : Valentine Zuber (EPHE, GSRL)

9h15

Vincent GOOSSAERT (EPHE, GSRL) : « Historians and Anthropologists rethink religious diversity in China »

9h45

Hui-yeon KIM (CECO/CEIFR, INALCO) : « La sécularisation des Églises protestantes en Corée du Sud : de la mission internationale aux actions humanitaires ? »

Discussion

Pause

10h45

Thierry ZARCONI (CNRS, EPHE) : « Sécularisations et laïcité dans l'espace turc (de la Turquie au Xinjiang) : un regard comparatif »

11h15

Murat AKAN (Bogazici University) : « *Laiklik* under the Justice and Development Party in Comparative Historical Perspective »

Discussion

Déjeuner

Session 3. La sécularisation en question

modérateur : Philippe Gaudin (EPHE, GSRL)

14h

Xavier LE TORRIVELLE (Université d'Etat de Voronej): « La sécularisation en question : le cas des musulmans de Russie »

14h30

Rémi CASTETS (Université Bordeaux Montaigne): « Sécularisation de la société et stratégies de contrôle du clergé chez les Ouïghours du Xinjiang au cours du XXe siècle »

Discussion

Pause

15h30

Kathy ROUSSELET (IEP, Paris) : « La sécularisation en contexte orthodoxe. Le cas de la Russie post-soviétique »

16h00

M.-D. EVEN (CNRS, GSRL), Katia BUFFETRILLE (EPHE, CRCAO): « Les politiques religieuses des régimes communistes : sécularisation, ou obstacle à la sécularisation? »

Discussion

16h45-17h30 : **Conclusions, perspectives**

Résumés (par ordre alphabétique)

Murat AKAN (Bogazici University)

Laiklik under the Justice and Development Party in Comparative Historical Perspective

This paper lays out some of the key moments concerning *laiklik* - Turkish term for laïcité - under Justice and Development Party's 12 years in government. It particularly focuses on the restructuring of the Directorate of Religious Affairs, the introduction of optional religion courses in state schools, and the Alevi question. Then, the paper compares Justice and Development Party's politics in these issue-areas with the past and present of Kemalist *laiklik* and with examples from Europe, in particular France.

Rémi CASTETS (Université Bordeaux Montaigne)

Sécularisation de la société et stratégies de contrôle du clergé chez les Ouïghours du Xinjiang au cours du XXe siècle

Au XXe siècle, la diffusion du djadidisme et du communisme ont généré l'apparition au sein de la société ouïghoure d'élites modernistes qui ont repensé le rôle de l'islam dans la sphère sociale, culturelle et politique. Ces intellectuels promoteurs d'une société et d'une culture régies par la rationalité scientifique sont de fait rentrés en confrontation avec les élites islamiques traditionnelles désirant maintenir l'ordre établi. Ils ont tenté au fil des décennies de réformer voire de mettre à bas les représentations et les forces sociales conservatrices antagonistes à leur projet de modernisation. Ce processus s'est systématisé et s'est accéléré suite à l'arrivée au pouvoir du PCC après 1949. Malgré la réislamisation de certaines marges de la société ouïghoure après la Révolution culturelle, la méfiance du PCC vis-à-vis des cercles islamiques ouïghours l'a conforté dans sa volonté de limiter l'influence des milieux cléricaux. Nous envisagerons ainsi au passage les politiques mises en place récemment afin d'éviter que des interprétations de l'islam contrevenant à l'ordre sociopolitique et au modèle de modernisation promu par Pékin ne se diffusent au sein de la société ouïghoure.

Eddy DUFOURMONT (Université Bordeaux Montaigne)

Le processus de laïcisation au Japon et l'idée de séparation du religieux et du politique

Le processus de laïcisation défini entre autres par Jean Baubérot est applicable au Japon, à condition de procéder à quelques ajustements. Très souvent examiné à travers le shintô, ce processus (comme celui de

sécularisation) doit être aussi envisagé à travers les autres religions. Nous nous intéresserons notamment ici au confucianisme, en reliant celui-ci à une réflexion sur l'appropriation de l'idée de séparation du religieux et du politique (*seikyô bunri*) et les modalités de son transfert depuis la France.

M.-D. EVEN (CNRS, GSRL), K. BUFFETRILLE (EPHE, CRCAO)

Les politiques religieuses des régimes communistes : sécularisation, ou obstacle à la sécularisation?

Les régimes communistes sont généralement considérés comme des moteurs de modernisation et d'une forte « sécularisation » des sociétés qu'ils ont dominées, malgré l'imposition d'un dogme unique qu'on a pu qualifier de « religion séculière ». Or, comme il a été largement constaté, ces sociétés ont fait preuve, dès que les circonstances politiques l'ont permis, d'une remarquable vitalité en matière religieuse. Faut-il y voir une nouvelle remise en cause du paradigme selon lequel sécularisation va de pair avec modernisation ? Ou expliquer le paradoxe en distinguant entre sécularisation d'une société et de ses institutions, et religiosité des individus ? On serait tenté de le faire, si ces sociétés postcommunistes ne soulevaient pas la question de la réalité de leur sécularisation, posant la question de leur modernité même. Etait-elle partielle et déviante (S. Zrinščak) ? Faut-il parler d'une modernité communiste spécifique constituant un frein à l'autonomie et à la régénération sociale, et marquée par une anomie institutionnalisée (M. Tomka) ? Si ce qui caractérise notre « âge séculier » n'est pas l'absence de religion mais la pluralité des options dont nous disposons (Ch. Taylor), alors les régimes communistes auront plutôt fait obstacle à la sécularisation, et celle-ci concerne bien davantage la période postcommuniste et sa réaffirmation du religieux.

Florence GALMICHE, (UFR LCAO, Université Paris Diderot)

Appels à la « mondanisation » et projets de sécularisation dans le bouddhisme coréen contemporain

Tout au long du XXe siècle, les intellectuels bouddhistes coréens ont débattu du sens et de la place à donner à la notion de « modernisation (*kūndaehwa*) » et ces questionnements se sont accompagnés de plusieurs projets de réforme visant tant les institutions que les pratiques. Au milieu de ces débats, la question de la sécularisation a retenu l'attention et cristallisé de nombreuses divergences. En Corée du Sud au XXe siècle, la référence de la modernité religieuse s'est essentiellement modelée sur le cas des églises protestantes, nouvellement implantées et connaissant un succès foudroyant à travers leur forte participation à la vie sociale voire politique du pays. Dans ce contexte, les mots d'ordre modernisateurs parmi les bouddhistes ont prioritairement visé à rapprocher la religion de la société et à favoriser sa participation sociale. Si ces discours se sont

accompagnés d'un slogan que l'on pourrait traduire par « sécularisation (*segryehwa*) », ce terme vise ici les communautés monastiques et les appelle à sortir de leur retrait pour se rapprocher du siècle et du monde. En contre-point de ce discours majoritaire, de charismatiques figures monastiques ont au contraire promu un renforcement de l'ascétisme et du détachement comme seule issue possible pour le bouddhisme, position qui s'est parfois appuyée sur l'argument dit « moderne » d'une séparation entre la sphère publique et l'engagement religieux. Cette présentation vise à retracer les directions souvent divergentes données à la notion de sécularisation en Corée et à analyser comment ces mouvements, parfois contraires, ont contribué au renforcement du bouddhisme dans la société coréenne contemporaine et à l'émergence, parmi ses acteurs, de revendications de dépassement des formes dites occidentales de modernité.

Vincent GOOSSAERT (EPHE, GSRL)

Historians and Anthropologists rethink religious diversity in China

This paper is based on my ongoing work on the religious structure of local society in the Jiangnan region of China from the early modern period to the present. It proposes to set aside the political categories of the five official religions plus “popular faith” that hinders our understanding of what is going on today and its historical roots, and to introduce other analytical approaches to think through religious diversity in modern and contemporary Jiangnan (and, presumably, other parts of the world). The first such approach is the four-dimensional buildup of local society (territorial, historical, economic, and associational); the second is the “liturgical frameworks” (notably as developed by Kenneth Dean). The paper will show the hermeneutical usefulness of these approaches (and how they can be combined) and their potential for a China-informed history of religion.

JI Zhe (INALCO)

La sécularisation en Chine moderne : une proposition de périodisation

Cet exposé présente brièvement l'évolution de la relation entre Etat et religion au cours de la modernisation en Chine, en proposant une périodisation de la sécularisation dans ce pays. La première vague a commencé en 1898, dans laquelle la réforme éducative à fin de l'Empire Qing a résulté à la séparation de la religion et de l'éducation d'une part, de la religion et de la construction étatique d'autre part. Ensuite, la République fondée en 1912 a entraîné une deuxième vague de sécularisation caractérisée par la mise en œuvre du principe constitutionnel de la séparation Etat-religion et par l'institutionnalisation

obligatoire des religions. Dès que le régime communiste s'établit en 1949, on entre alors dans une troisième vague de sécularisation, caractérisée par des persécutions violentes qui durent près de trois décennies. Enfin, depuis le début des années 1980, la sécularisation en Chine entre dans une ère pleine de tensions. La réforme porte plus de liberté aux Chinois pour leur vie religieuse et permet à la religion de reprendre de la vigueur, mais on voit aussi une tension accrue entre la religiosité subjectivée et l'autorité religieuse institutionnelle. La régulation religieuse ne s'opère plus pour des raisons athéistes, mais prend une forme d'instrumentalisme rationnel et d'un utilitarisme pragmatique, servant l'objectif de la stabilité du régime. Cette utilisation permet à la religion de retrouver un espace de développement, tout en minant la propriété symbolique et l'autonomie institutionnelle et de la religion.

Hui-yeon KIM (CECO/CEIFR, INALCO)

La sécularisation des Églises protestantes en Corée du Sud : de la mission internationale aux actions humanitaires ?

Cette communication cherche à analyser l'implication de certaines Églises protestantes dans l'encadrement des travailleurs immigrés dans la région de Séoul. Je cherche à montrer comment ces actions peuvent être révélatrices de formes de sécularisation de ces Églises tout en m'interrogeant sur les relations qu'elles développent avec ces immigrés, mais aussi les autres institutions qui cherchent à les contrôler.

Xavier LE TORRIVELLE (Université d'Etat de Voronej)

La sécularisation en question : le cas des musulmans de Russie

En Russie, l'attachement familial, l'interdépendance des individus enserrés dans leurs réseaux de connaissances (*znakomi*), le « patriotisme » entretenu par le pouvoir en place relèvent d'une manière singulière de penser l'individu en société. La question de l'hétéronomie s'y pose. Comparée à celles des pays d'Europe de l'Ouest, la société russe reste profondément religieuse. Même si les religions sont peu pratiquées, le sacré empreigne encore fortement le tissu social. La religion est le premier critère de distinction nationale (les Russes sont réputés orthodoxes et les Tatars musulmans) et la force du religieux surprend par la radicalité de ses modes d'expression (la conversion de villages entiers à l'islam ou l'hostilité populaire à la profanation commise par les « Pussy Riots »). En matière d'explication, on posera l'hypothèse d'une sécularisation inachevée : la modernisation soviétique a sécularisé la société russe, mais la croyance dans la religion séculière du communisme a préservé ce fonds religieux que l'on repère aujourd'hui.

Pierre-Jean LUIZARD (CNRS, GSRL)

« **Laïcités autoritaires en terres d'islam** »

La laïcité peut-elle être un vecteur de démocratisation dans les pays musulmans ? En analysant l'histoire de la Tunisie, de l'Algérie, de l'Égypte, de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie, on peut identifier les enjeux actuels de la question laïque en terres d'islam. Imposée par Mustafa Kemal au lendemain de la Première Guerre mondiale, la laïcité devient la religion civile du nouvel État-nation turc et un modèle pour l'ensemble du monde musulman : au cours du XX^e siècle s'y répandent ainsi des idéologies nationalistes qui cherchent dans la race, l'histoire ou la langue, des principes d'union, en remplacement des identités religieuses encore dominantes. Dès lors, les terres d'islam n'ont connu que des laïcités autoritaires qui ont paru bloquer toute émergence des sociétés civiles. Depuis Bourguiba jusqu'à Saddam Hussein en passant par le chah d'Iran, les professions de foi laïques ou laïcisantes ont été perçues comme le corollaire de régimes dictatoriaux et/ou de la perpétuation de la domination occidentale. Le seul pays musulman où la laïcité a été acceptée et intégrée culturellement est la Turquie. Pourtant, elle a connu un face-à-face permanent entre des élites laïques et autoritaires au pouvoir et une société civile qui s'est exprimée de façon croissante par l'islam. De ce fait, elle partage aujourd'hui avec les autres pays musulmans une certaine configuration post-coloniale bien qu'elle n'ait pas été colonisée.

Aminah MOHAMMAD-ARIF (CNRS, CEIAS)

Le sécularisme à l'indienne : la réinvention d'un concept exogène

Pour faire face à la relative absence de sécularisation de la société (du moins à un degré bien moindre qu'en Occident) et à l'immense diversité religieuse du pays (qui, d'une part, a vu naître plusieurs religions, dont l'hindouisme mais aussi le bouddhisme, le sikhisme et le jainisme, et qui, d'autre part, abrite la plus importante minorité musulmane dans le monde), l'Inde a vernacularisé, voire réinventé, un concept exogène, le sécularisme, de façon à le rendre compatible avec le religieux. Cette contribution examinera l'évolution du concept de la période coloniale à la période contemporaine, ses spécificités et ses limites.

Kathy ROUSSELET (IEP, Paris)

La sécularisation en contexte orthodoxe. Le cas de la Russie post-soviétique

Dans quelle mesure les paradigmes de la sécularisation ou de la désécularisation, développés par une sociologie, née dans une modernité occidentale travaillée par des religions tout à fait spécifiques, sont-ils valables dans le contexte russe ? Ne paraît-il pas indispensable de contextualiser le processus en cours ? Si l'on retrouve partiellement des

processus similaires dans différents contextes sociopolitiques, ce qui conduit des analystes à étudier de façon très globale l'évolution des religions dans le monde, on peut douter qu'une telle approche suffise à l'explication. Sans vouloir non plus tomber dans un excès de particularisme, il nous semble indispensable de replacer au cœur de l'analyse l'expérience spécifique de la Russie soviétique et post-soviétique ainsi que les modes d'articulation de l'orthodoxie russe avec la société et l'État.

Thierry ZARCONE (CNRS, GSRL)

Sécularisations et laïcité dans l'espace turc (de la Turquie au Xinjiang) : un regard comparatif

Il s'agira dans cette présentation de comparer la mise en place et les évolutions des politiques de sécularisation marxiste, maoïste et kémaliste, du début du XX^e siècle à nos jours, dans les républiques musulmanes de l'Asie centrale soviétique, au Xinjiang (RPC) et en Turquie. Un des problèmes essentiels est la place exacte de l'islam – comme croyance et comme pratique – dans ces politiques de sécularisation soviétique et maoïste qui ne possèdent pas, à l'origine, un « projet » pour cette religion (l'objectif initial est d'éradiquer celle-ci), au contraire du kémaliste qui se présente, par plusieurs côtés, comme un « réformisme » musulman. La gestion de l'islam et l'élaboration d'un projet pour cette religion, se fera, ensuite, par l'intermédiaire d'institutions précises : directions spirituelles en URSS et en ex-URSS, présidence des affaires religieuses en Turquie, Association islamique chinoise au Xinjiang).

Tenus, après avoir renoncé à éradiquer l'islam, d'élaborer un projet pour cette religion (à partir de 1943 en URSS et, de 1980, au Xinjiang), les marxismes relisent le réformisme islamique (jadidisme) qu'ils croisent avec la modernité marxiste. Ils déterminent quelle est la fonction du « bon » islam dans une société séculière et stigmatisent le « mauvais » islam qui doit être éliminé. Les modalités d'application de ce projet présentent, toutefois, de nombreuses divergences, et en régions marxistes, et entre ces régions et la Turquie kémaliste. Si des formes précises de l'islam – le mauvais islam – sont condamnées sans appel par le kémalisme et les marxismes (en premier lieu le confrérisme, le pèlerinage sur les tombeaux, et plusieurs pratiques dites superstitieuses tel que le chamanisme islamisé), ces formes bénéficient, cependant, d'une certaine tolérance, très officielle ou tacite, au Xinjiang comme en Turquie. Par ailleurs, il est intéressant de voir quelle a été l'évolution des institutions d'État chargées de gérer l'islam et la fonction qu'elles remplissent aujourd'hui, dans la Turquie des démocrates musulmans de Tayib Erdoğan, dans la République d'Ouzbékistan (où une direction spirituelle se maintient) et au Xinjiang.